L'encre rouge

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois

Nouvelle série. N°12 mars 2015

Genève, république bananière ?

La liberticide, néolibérale et antisyndicale Loi sur la police (LPol), confectionnée par le Conseiller d'Etat Pierre Maudet, avait passé la rampe du suffrage populaire à seulement 42 voix de différence. Dans un communiqué de presse diffusé le jour même, nous avions exprimé notre préoccupation par rapport à la dangereuse dérive sécuritaire à laquelle cette LPol participe, et qui logiquement pourrait nous amener à nous réveiller un matin en dictature policière de droite déclarée. Nous avions également souligné la très faible valeur de ce résultat, étant donné le score on ne peut plus serré, mais aussi et surtout étant donnée la procédure de vote et de comptage des votes en vigueur à Genève et qui ne présente aucune fiabilité. Une fois n'est pas coutume, la presse bourgeoise a repris assez largement notre communiqué de presse. La chancellerie décida de procéder à un recomptage des voix, bien qu'elle n'y était juridiquement pas obligée, admettant par là implicitement que nos critiques sont tout à fait fondées et qu'il y a véritablement un problème avec la procédure de vote à Genève. Le recomptage a donné quelques 12 voix supplémentaire pour le oui ; une impressionnante victoire pour Maudet, il faut reconnaître…

Au-delà même du caractère foncièrement liberticide de la nouvelle LPol, au-delà du fait qu'elle contienne trois articles que le Tribunal fédéral avait jugé contraires aux principes les plus fondamentaux de l'Etat de droit (!), nous insisterons quant à nous sur un problème peut-être bien plus grave : la procédure de vote et de comptage de votes en vigueur à Genève et qui n'est absolument pas fiable. Rappelons en effet que le Parti du Travail s'était opposé dans le temps à la généralisation du vote par correspondance ainsi qu'à l'introduction du vote électronique. En effet, si dans la plupart des pays du monde la seule façon de voter possible, ou presque, soit dans l'isoloir, avec le bulletin de vote déposée dans une urne scellée, où toutes les étapes du dépouillement se font en présence d'observateurs internationaux ou nommés par les partis, ce n'est pas là une question d'archaïsme, de survivance d'une méthode dépassée, mais bien parce que c'est la seule façon de se prémunir contre la fraude électorale, du moins dans un régime démocratique et sous certaines conditions.

Or ce n'est pas du tout ainsi que les choses se passent à Genève. A peine un citoyen sur dix vote effectivement dans l'urne, et le rôle des jurés électoraux au local de vote est réduit à peu de choses : ni dépouillement, ni rien, juste vérifier les papiers d'identité et empiler les enveloppes reçues par piles de 100 ou de 50. Près de 90% de ceux qui votent effectivement le font par correspondance. Admettons que ce moyen est démocratique et fiable, même si nous nous y étions opposés autrefois et pour de bonnes raisons. Nous pourrions encore admettre que cette façon de faire est correcte si les enveloppes n'étaient ouvertes qu'en présence d'observateurs nommés par les partis politiques. Mais ce n'est pas cela qui se passe. Le dépouillement se fait certes en présence d'observateurs. Mais le prédépouillement, soit la séparation des cartes de vote et des enveloppes bleues, contenant le bulletin de vote, lui, se fait avant et sans observateurs. Or cette façon de faire crée la possibilité technique d'une fraude à grande échelle. Qui nous dit que des bulletins ne sont pas détruits parce qu'ils sont associés à un certain

nom ou viennent d'un certain quartier, pour être remplacés par un nombre équivalent de faux bulletins ? Certes nous n'affirmons pas que ce genre de pratique existe. Rien ne nous permet de le penser. Mais rien ne nous prouve le contraire non plus. Et n'oublions pas non plus l'absence totale de fiabilité que présente le vote électronique, qui ne permet aucun contrôle *a posteriori* du fait qu'il n'y ait pas eu de piratage de nature à changer les votes. Un hacker a même prouvé empiriquement que le système utilisé par l'Etat peut être piraté sans trop de problèmes… Genève, république bananière ? Est-il si incongru de se poser cette question après tout ?

On pourrait nous rétorquer que nous sommes en Suisse, pays indiscutablement démocratique, et que donc nous devrions faire confiance à nos autorités. Nous rejetons totalement cette façon de penser. Le simple fait que la possibilité technique de fraude existe est inadmissible dans une démocratie, puisque après tout cette possibilité pourrait bien finir par être utilisée, et laisse planer une suspicion légitime sur le résultat des votes. C'est la démocratie elle-même qui est mise par là en question. C'est pourquoi nous exigeons que soit implémentée une procédure de vote entièrement fiable, qui garantisse dans les faits le respect de la volonté des citoyens.

Alexander Eniline

Les crèches en Ville de Genève : sommes–nous bien au 21ème siècle ?

Dans une petite brochure présentant le bilan du Département de la cohésion sociale et solidarité, Mme Esther Alder nous informe que 437 places de crèches ont été créées entre 2011 et 2014 et que 476 nouvelles sont annoncées pour fin 2016. C'est bien, mais ça ne suffit pas. La preuve: sept propositions sont encore à l'ordre du jour au mois de mars concernant les institutions de la Petite Enfance, déposées entre 2009 et 2014, et venant principalement de l'Alternative. Elles portent sur le manque de places en crèche, une diminution du taux d'effort de participation pour les familles à bas revenus, l'attribution des places, la création de crèches de nuit, la sauvegarde de la crèche de Merk-Serono et le problème de remplacement du personnel.

Une de ces propositions portait sur la fameuse loi cantonale « Plus de places de crèches pour nos enfants » heureusement refusée le 9 février 2014. Elle s'intitule: « Non à la loi du 17 mai 2013 modifiant la loi sur les structures d'accueil de la Petite Enfance et sur l'accueil familial de jour » prévoyant d'augmenter le nombre de places en crèche en modifiant les normes d'encadrement pédagogique, c'est-à-dire en augmentant le nombre d'enfants par adulte présent. Si ce taux ne varie pas pour les moins de 2 ans, en revanche, il passe de 8 à 10 enfants pour les 2 à 3 ans et de 10 à 13 enfants pour les plus de 3 ans. Essayez pour voir! Ce n'est pas en supprimant des postes que le nombre d'enfants peut être augmenté car, selon les normes en vigueur, il faut une surface de $3m^2$ par enfant. Le problème des places en crèche reste donc entier et les enfants sont encore nombreux sur liste d'attente. De plus, les crèches privées n'avaient plus l'obligation de se soumettre à une convention collective de travail (CCT) qui soit approuvée par la commune. Non ! Nous, nous défendons des crèches dont le personnel est qualifié et correctement rémunéré, des crèches pour tous, où les enfants peuvent apprendre la vie en société, grandir et s'épanouir en toute sécurité.

Une structure de coordination pour l'accueil familial de la petite enfance a été créée en Ville de Genève et offre un mode de garde alternatif à celui des crèches, vu la pénurie de places. Les quelques personnes agréées qui en dépendent ont toutes suivi une formation. Elles sont employées par l'Association pour l'accueil familial de jour en Ville de Genève. Bien que leur salaire ne soit pas mirobolant, il permet à ces femmes, car ce sont exclusivement des femmes qui occupent ces emplois indispensables, d'améliorer le revenu familial. Leur situation est plus enviable que celle des nounous plus ou moins déclarées, mal payées, sans aucune couverture sociale ni formation, et corvéables à merci. Comment peut-on accepter de telles conditions de travail ?

L'éducation des tout-petits est presque toujours dévolue aux femmes ; il y a bien quelques hommes dans les institutions de la Petite Enfance, et cela fait plaisir, mais le jour où cette tâche éducative sera valorisée par un salaire décent et plus de postes à 100%, peut-être qu'il y aura plus de jeunes hommes qui s'y intéresseront et les crèches entreront au 21e siècle.

Hélène Ecuyer

Confignon – Commune à taille humaine

A Confignon, nous Voix de Gauche (Indépendants, PS, PdT) nous travaillons activement au développement du bien-vivre et nous menons une politique sociale permettant d'éviter la ghettoïsation et le décloisonnement.

Nous nous battons pour un développement de la solidarité intergénérationnelle, pour trouver des solutions diversifiées pour le troisième âge. Il est important pour nous de maintenir des places de crèche répondant à la demande locale. Nous menons une politique de soutien aux jeunes à l'entrée dans le monde du travail. Nous voulons une meilleure offre pour le para et périscolaire.

Notre commune a un budget déficitaire qui doit être rééquilibré sans toucher aux besoins des communiers. Nous sommes pour une révision approfondie de la péréquation cantonale ; pour une plus grande équité des charges.

En ce qui concerne l'aménagement de la construction de nouveaux quartiers, nous voulons qu'ils soient vivants et durables en mettant un accent culturel social et sportif avec des logements accessibles à tous, en respectant la mixité et les critères de durabilité.

Nous sommes pour une que la commune fasse des acquisitions de terrains pour les mettre à disposition de coopératives et de la Fondation Communale du logement. Nous nous battons pour la préservation de la pénétrante de verdure du Rhône à l'Aire et du Vallon de l'Aire.

En ce qui concerne la sécurité, nous voulons développer une politique en lien étroit avec la population, une collaboration avec les partenaires sociaux (travailleurs sociaux hors murs (T-S. H. M) et la police municipale et qui doit inclure :

- La prévention (qualité de l'environnement physique et social ; travail de proximité sur le terrain).
- La dissuasion (présence « sociale » de la police municipale).
- La répression (sanction en lien avec les infractions).
- La réparation des fautes commises.

Yves Zehfus, membre du Comité directeur du Parti du Travail, conseiller municipal sortant et candidat sur la liste Voix de gauche

Une collaboration avec la population, volonté de maintenir des lieux de vie où le respect de l'autre est la sécurité des habitantes et habitants soit de mise.

Yves Zehfus

Les Cherpines

En 2011, près de 70% des Confignonnais-e-s ont refusé la création du quartier des Cherpines (895 non et 587 oui). Nous autres Confignonais-e-s dans notre majorité nous étions pour le maintien des excellentes terres agricoles de la plaine de l'Aire où la culture est essentiellement consacrée aux cardons. Nous ne comprenons pas dans notre majorité, nous allons être le double d'habitants.

Comme la majorité du peuple genevois a voté pour ce quartier, nous Voix de Gauche nous battons pour que ce quartier devienne un éco-quartier au sens vrai et agréable à vivre.

Yves Zehfus

Le Cercle du Mail vous propose
Le mardi 7 avril 2015
Dès 19h15, début 19h30

Roger et Moi (Roger and Me)

Film documentaire américain réalisé par Michael Moore en 1989. Il s'agit du premier documentaire de Michael Moore.
Il relate la suppression de 30'000 emplois dans les usines de General Motors dans la ville natale de Michael Moore, Flint dans le Michigan, ainsi que les conséquences sur la ville et sa population.

25 Rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
ENTREE LIBRE

Ils n'ont que de fausses promesses, nous promettons la lutte ! Votez la liste n°6 « Parti du Travail : section Versoix » !

La commune de Versoix est dominée depuis toujours par une majorité de droite écrasante. Le discours officiel est que tout va pour le mieux ou presque. Les partis gouvernementaux restent indéfiniment au pouvoir en répétant à chaque élection des promesses plus ou moins sincères, et la plupart du temps jamais tenues. Et pourtant…il existe à Versoix de nombreux problèmes, qui ne sont que trop souvent occultés, et rien n'est fait pour les résoudre. Il y existe une précarité importante, sur laquelle on ferme trop souvent les yeux. Des bureaux vides s'accumulent, des villas et de la PPE de luxe foisonnent, alors que les versoisiens modestes n'arrivent pas à trouver de logement à leur portée. Les propriétaires profitent de la situation pour augmenter encore et encore les loyers au-delà de toute limite – ce alors que le taux hypothécaire a baissé ! – et se permettent de ne pas faire les travaux requis à temps, ce qui oblige aujourd'hui, au XXIème siècle, des gens à vivre dans des appartements insalubres. Les natifs de la commune ont toutes les peines du monde à trouver du travail, confrontés qu'ils sont à un chômage structurel beaucoup plus important qu'on ne veut bien l'admettre, une manque de place de travail correspondant à leur qualification, et à une dumping salarial qui n'est pratiquement pas combattu.

Face à tous ces problèmes susmentionnés, la droite largement majoritaire ne fait strictement rien…pour la bonne et simple raison qu'elle est au service exclusif des plus riches, des promoteurs et des propriétaires immobiliers, des grandes entreprises, qui s'enrichissent encore plus de cette situation, et non des classes populaires dont elle n'a que faire. C'est pourquoi, la section versoisienne du Parti du Travail a décidé de présenter une liste au Conseil municipal sous ses propres couleurs, avec deux candidates de valeur, Yvette Bhira, retraitée et présidente de l'association des habitants de la Pelotière, et Anne Vadi, mère au foyer et artiste, très impliquées dans la vie associative de leur commune et dans le combat pour la justice sociale. Deux candidates résolument tournées vers l'avenir. Ainsi que le dit Yvette Bhira : « Pour Versoix, il ne faut pas voir le passé mais l'avenir, avec tous les gens, de toutes les classes sociales, parce qu'on ne prenait en compte que les riches avant, et toutes les nationalités, et avancer vers un avenir meilleur pour nos enfants » ; et Anne Vadi : « Je ne vis pas dans le passé mais dans le présent. On dit souvent que le passé est un état dépressif et que le futur est inquiétant. Il faut arrêter avec les dictons du passé, le passé est le passé, il faut construire au présent, au jour le jour, et voir ce qu'on peut concrètement faire pour améliorer la vie des Versoisiens ».

Mais surtout deux candidates déterminées à mener une lutte de tous les instants pour les objectifs qui sont ceux du Parti du Travail, pour la défense des intérêts et aspirations légitimes des classes populaires, pour une société plus juste et plus égalitaire : pour un travail pour tous, contre toute discrimination à l'embauche touchant les gens endettés, pour la création de places de travail socialement utiles et la diversification du tissu économique, pour une lutte efficace contre le dumping salarial ; pour un logement pour tous, quelle que soit sa situation financière, pour que la commune construise de façon importante des logements sociaux et des logements à loyer bas, plutôt que de laisser les promoteurs faire des bureaux ou de la PPE, pour une baisse généralisée des loyers, actuellement tout à fait abusifs, et pour forcer les propriétaires à faire des rénovations à temps ; pour une vraie justice sociale, pour étendre à Versoix le système des prestations complémentaires AVS/AI sur le modèle de ce qui existe en Ville de Genève, pour des facilités juridiques pour les associations caritatives.

Yvette Bhira

Anne Vadi

Le Parti du Travail est en ce sens différent de tous les autres partis. Nous ne faisons pas de fausses promesses que nous serons libres de tenir ou pas après les élections, nous ne disons pas aux gens qu'il suffit de voter pour nous et de nous faire confiance pour que l'avenir soit radieux, mais les appelons au contraire à s'engager dans la lutte à nos côtés pour construire une société plus juste.

Alexander Eniline

Vernier : Votez la liste n° 8 « Ensemble à Gauche » !

Vernier est la deuxième ville du canton, probablement la commune la plus populaire, et avait été pendant longtemps un bastion du Parti du Travail. Pourtant, il n'y a pas eu de liste à la gauche du PS aux dernières élections municipales, cela pour des raisons strictement contingentes. La regrettable absence du Parti du Travail, le seul parti apte à défendre et représenter réellement les Verniolans modestes, durant cette période, a malheureusement laissé le champ libre aux démagogues du MCG. Le PS, qui de toute manière ne pourrait en aucun cas nous remplacer étant donné ce qu'il est, a choisi de s'allier avec le PLR, ce parti de la grande bourgeoisie et dont le programme est strictement incompatible avec les intérêts les plus basiques des classes populaires, cela au nom d'un prétendu « front républicain » face au MCG, alors que l'on ne voit pas vraiment en quoi le PLR vaut mieux.

Puisque cette regrettable absence n'a que trop duré, Ensemble à Gauche présente pour ce 18 avril une liste au Conseil municipal, composée de quatre candidates, dont deux sont membres du Parti du Travail – nos camarades Massan Missoh Dzikunoo et Patricia Ducret.

Si nous nous lançons dans cette bataille, c'est pour offrir aux classes populaires verniolanes une véritable alternative tant au compromis fade rose-bleu-vert qu'à la dangereuse démagogie d'extrême-droite du MCG, une véritable politique de gauche sans concessions au service des travailleurs et de toutes celles et ceux que cette société opprime. Car ce n'est qu'ainsi que l'hydre brunâtre peut être vaincue, par la lutte de classe, par une véritable alternative à l'ordre oppressif et injuste que l'extrême-droite prétend dénoncer alors qu'elle n'a d'autres solutions que d'en aggraver encore les aspects les plus sinistres, en aucun cas par un républicanisme de façade, qui n'est jamais qu'un arrangement entre partis au pouvoir dans le seul but de le rester indéfiniment.

Nos camarades entendent porter dans la campagne, et au Conseil municipal si elles y sont élues, des revendications qui répondent réellement aux intérêts des classes populaires de Vernier.

Le logement tout d'abord : elles se battront pour que la commune construise de façon bien plus importante que maintenant, en s'appuyant sur l'initiative populaire d'Ensemble à Gauche qui vise à changer les ratios dans tout nouveau projet de construction afin d'imposer 2/3 de logement bon marché, et en sortant le maximum d'immeubles et de terrains du marché, dont la main invisible ne travaille en réalité que pour les plus riches.

La justice sociale ensuite. Nos candidates comptent se battre au Conseil municipal pour garantir une place de crèche pour chaque enfant de la commune, d'étendre la gratuité et l'accessibilité des prestations sociales pour tous ceux qui en ont besoin, de soutenir plus les aînés de Vernier, et de créer une vraie synergie intergénérationnelle. Le Parti du Travail envisage depuis longtemps également d'étendre le système des prestations complémentaires AVS/AI qui a cours en Ville de Genève aux autres communes. Si nous avons des élues à Vernier, ce sera le moment de le faire.

Sans oublier l'emploi – Ensemble à Gauche compte œuvrer à la création d'une fondation communale pour soutenir la création de Start up ou les PME en difficulté face au franc fort – ni la sécurité, à laquelle les Verniolans ont droit – il faut pour cela engager plus de policiers municipaux, mais également veiller à ce qu'ils travaillent au service de la population, et non contre elle.

La liste n'est bien sûr pas exhaustive. Bref, si vous voulez une véritable politique à votre service à Vernier, votez pour nos candidates. Elles méritent votre confiance !

Alexander Eniline

Massan Missoh Dzikunoo
Suissesse d'origine togolaise, artiste-peintre et chanteuse, habitante, médiatrice et responsable de l'espace de vie « *Reportage exposition* » dans le quartier des Libellules, bénévole reconnue par les autorités de Vernier.

Patricia Ducret
Employée de commerce, habitante du quartier des Libellules, Suissesse d'origine espagnole, souhaite valoriser les emplois de proximité dans le social.

Féminisme et luttes LGBT

Il n'y a pas de modèle féministe unique. Nous avons toutes (et tous) une vision sur ce que doit être le féminisme, et nous n'arriverons jamais à nous mettre d'accord sur tous les sous-objectifs et les modalités de cette lutte de classes, et c'est probablement tant mieux, parce que nous sommes toutes différentes.

Les associations LGBT, qui défendent les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, et/ou trans*, ont des origines et des modes d'organisations extrêmement variés. Si elles mènent des luttes parallèles, contre la lesbophobie, contre l'homophobie, contre la biphobie, contre la transphobie, elles devraient toutes se rejoindre pour faire face à une société qui punit tout écart du modèle familial patriarcal traditionnel. Pourtant ce n'est pas nécessairement le cas.

Mais alors, pourquoi tant de divisions ? Et pourquoi les personnes LGBT ne vont pas soutenir en masse les mouvements féministes. La hiérarchisation du masculin sur le féminin ne fait pas que toucher et discriminer toutes les catégories LGBT, elle est aussi présente dans les milieux LGBT, qui ne se comprennent pas nécessairement entre elles.

Les femmes qui aiment les femmes restent des femmes. Elles subissent le poids du patriarcat, en étant femme, doublement si elles sortent des rôles traditionnels. Pourtant, il n'est pas rare de voir le masculin mis en avant au détriment du féminin, empruntant des rôles et des attitudes issues de ce modèle de domination.

Les hommes qui aiment les hommes restent des hommes. Ils bénéficient du patriarcat, pour autant qu'ils se conforment au rôle qui leur est traditionnellement assigné, mais seront discriminés dès qu'ils s'en écartent. Un homme avec une présentation efféminée risque la stigmatisation voir des agressions physiques, devant faire face à la transphobie en plus de l'homophobie.

Les personnes bisexuelles subiront le sexisme différemment suivant leur genre et celui de leur partenaire, mais auront généralement des difficultés à trouver du support, invisibilisées lorsqu'elles sont dans une relation qui apparaît comme hétérosexuelle.

Les personnes trans* subissent le sexisme et une stigmatisation particulière par le fait de quitter le rôle patriarcal qui leur est fixé à la naissance, d'autant plus si elles ne correspondent pas non plus à ce modèle dans leur identité de genre. Mais les personnes trans* sont souvent poussées voir forcées à adopter les normes patriarcales et tendre vers l'hyper-féminité et l'hyper-masculinité pour avoir le droit d'effectuer une transition.

Malgré cette diversité de situations, ces catégories ne sont pas hermétiques : les personnes bisexuelles ne se sont pas nécessairement toujours définies ainsi, les personnes trans* ne sont pas nécessairement hétérosexuelles dans leur genre, les personnes lesbiennes ou gays ont pu découvrir sur le tard leur orientation. Les organisations LGBT sont conscientes de l'importance de briser les barrières et trouver des points communs, et s'organisent collectivement, se fédérant que ce soit pour lutter pour leurs droits ou pour célébrer leur diversité.

La division sexiste n'est pas la seule qui aliène une partie des personnes LGBT des mouvements féministes. Les tensions présentes dans les mouvements féministes ont un impact différencié suivant le genre et l'orientation sexuelle. Prostitution / travail du sexe, pornographie, procréation médicalement assistée, gestation pour autrui, religion, immigration, études de genre, et même la notion de mariage sont autant de sujets qui rassemblent et divisent nos organisations.

L'appartenance à une classe sociale n'est pas anodine dans ces discussions, sachant que beaucoup de personnes LGBT sont précarisées. Les effets de la pornographie et de la prostitution sur la société sont des considérations bien théoriques lorsqu'on en vit, et il est difficile de se sentir « sauvée de l'exploitation » lorsqu'on vous propose un travail aliénant, sous-payé, comme seule alternative. Les débats sur « la théorie du genre » semblent indécents lorsque la réalité quotidienne d'une personne trans* est faite de dénigrement voir de violences. Une personne fuyant la haine basée sur son orientation sexuelle ne souhaitera pas débattre de la pertinence de sa religion.

Heureusement, le féminisme n'est pas statique, et évolue constamment. Depuis la prise en compte des questions de racisme, de genre, d'invalidité, de classe, dans ce qui est nommé féminisme intersectionnel, nous sommes plus nombreuses (et nombreux) à nous y retrouver, soutenant et faisant nôtre ses revendications. L'autonomie corporelle, par exemple, sera aussi importante pour une femme cisgenre (assignée femme à la naissance) que pour une personne transgenre et/ou intersexe à qui elle sera encore trop souvent refusée. Il est temps d'intégrer le féminisme à nos réflexions, et nos réflexions au féminisme !

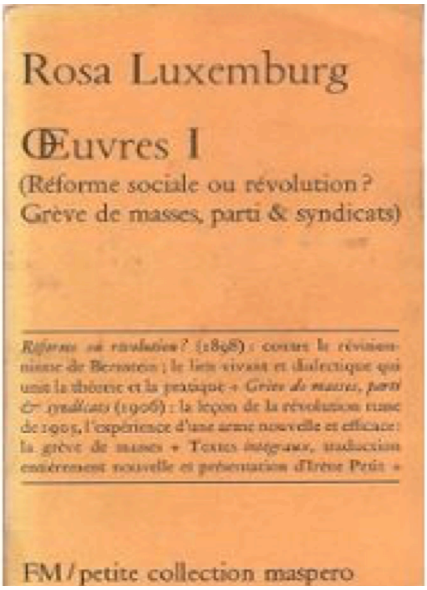
Annick Ecuyer

Réforme sociale ou révolution, quelle contribution d'un gouvernement Syriza à ce débat ?

La force du symbole que représente le vote clair du peuple grec en faveur d'un parti de gauche radicale et contre la tyrannie austéritaire des technocrates de l'UE, la solidarité sans faille que nous devons manifester avec les travailleurs grecs, le soutien, plus critique et circonspect peut-être, que nous devons accorder à Syriza, ne doivent pas nous empêcher de nous poser les questions qui légitimement se posent et qui ont une importance primordiale pour l'avenir de nos luttes. Car, il faut en être conscient, l'expérience gouvernementale de Syriza aura nécessairement un impact majeur pour toute la gauche radicale, y compris les partis communistes. Dans le numéro précédent de l'Encre Rouge, nous avions discuté du processus en cours en Grèce selon une approche strictement politique et sous l'angle de la réalisabilité du programme gouvernemental de Syriza eu égard à la stratégie adoptée face à l'UE. La question que nous avions posée – trahison ou façon de gagner du temps ? – devrait trouver une réponse claire vers le mois de juillet.

Mais cette fois-ci nous voudrions discuter une autre question, dont l'importance n'est en réalité pas moins immédiate : quelles conclusions au plan idéologique doivent être tirées du fait qu'un parti de gauche radicale est arrivé au gouvernement par les urnes ainsi que de la façon dont il gouverne. Pour le dire plus clairement, on en revient à la question désormais traditionnelle et structurante pour tous les courants politiques issus de la Deuxième internationale : réforme sociale ou révolution ? Question à vrai dire soulevée dès les origines du mouvement socialiste, mais posée pour la première fois explicitement en ces termes lors de la controverse entre Rosa Luxemburg et Edouard Bernstein. Ainsi qu'une autre question, qui est logiquement liée à la première : quel type de parti pour suivre la stratégie qu'on pense la bonne. Les implications pratiques sont en réalité immédiates. Si d'aucuns prennent comme exemples à suivre Syriza et Podemos, qu'ils mettent sur le même plan, alors qu'il s'agit de deux partis très différents à tous points de vue, c'est en tout cas pour dire que le modèle de parti dont nous avons besoin aujourd'hui ce n'est en tout cas pas le Parti communiste. On argue parfois également du fait que Syriza était à l'origine une coalition formée de plusieurs organisations issues de la gauche radicale, qui ont fini par fusionner en un parti unique qui garde néanmoins une grande hétérogénéité interne, pour réveiller une fois de plus le spectre d'un projet de regroupement au sein d'une même structure de toutes les forces à la gauche du PS. Que devons nous penser de tels arguments ? Voyons ce qu'il en est d'un peu plus près.

Syriza affirme que son but final est bien la construction d'une société socialiste, tout en donnant du socialisme une définition pas exactement orthodoxe, du moins eu égard à notre propre tradition. Ainsi qu'il est dit dans la Déclaration de fondation de Syriza, adoptée en juillet 2013 : « Pour nous, le socialisme est une forme d'organisation de la société basée sur la propriété sociale – non-étatique –, et l'administration des moyens de production, tout en requérant la démocratie à tous les niveaux et dans tous les aspects de la vie publique, de façon à ce que les travailleurs puissent planifier, contrôler et protéger la production à travers des organes élus par eux, mettant la production au service de la satisfaction des besoins sociaux. En même temps, néanmoins, le socialisme n'est pas pour nous une copie des modèles qui ont été des tentatives d'application de telles idées, mais ont fini les mésinterpréter, les distordre, et finalement, pour de nombreuses et complexes raisons, se sont effondrés de l'intérieur ». En même temps, Syriza se revendique aussi du réformisme, bien qu'il y ait une importante minorité interne qui ne soit pas



d'accord avec cela. Ainsi que le dit Yannis Varoufakis, ministre grec des finances, dans une interview accordée à l'*Humanité* le 17 mars 2015 : « Il y a une tradition réformiste de la gauche démocratique, nous nous y inscrivons ». Ce n'est pas avec la revendication du socialisme que Syriza a gagné les élections, le but étant alors de rassembler tous les Grecs qui refusent l'austérité, même s'ils n'ont pas pour autant (encore) adopté des idées anticapitalistes. Mais l'exercice du gouvernement et de la majorité parlementaire (ce serait une grave erreur réformiste que d'en inférer l'exercice du pouvoir) par Syriza, si ce parti continue à suivre la stratégie qu'il a suivie jusqu'à alors, peut-il contribuer à créer les conditions d'un passage au socialisme ? Ou tout au moins permettre un certain aménagement du capitalisme dans l'intérêt des classes populaires ? C'est du moins le but que propose – à titre provisoire, dans l'attente de jours meilleurs – Yannis Varoufakis, dans un article du *Guardian*, qui est lui-même l'adaptation d'un discours prononcé à Zagreb en 2013 : « Pour ma part, je ne suis pas prêt à faire se lever un vent nouveau, qui gonflera les voiles de cette version postmoderne des années 30. Si cela signifie qu'il nous faille, à nous, les marxistes à l'inconstance bien utile, essayer de sauver le capitalisme européen de lui-même, qu'il en soit ainsi. Pas

par amour du capitalisme européen, ni de la zone euro, ni de Bruxelles, ou encore de la Banque Centrale Européenne, mais simplement parce que nous voulons minimiser le nombre inutile d'êtres humains, victimes de cette crise ». Varoufakis se revendique dans l'article en question d'un « marxisme fantasque ». Il s'agit en effet pour le moins d'un marxisme bien singulier.

Alors, une stratégie réformiste peut-elle amener au socialisme ? L'enseignement des classiques du marxisme nous invite à répondre clairement non. Ainsi que l'écrivait Rosa Luxemburg, dans *Réformes sociales ou révolution* : "Quiconque se prononce en faveur de la voie des réformes légales, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus tranquille, plus sûre et plus lente, conduisant au même but, mais un but différent, à savoir, au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, des modifications purement superficielles de l'ancienne société […] non pas la suppression du salariat, mais le dosage en plus ou en moins de l'exploitation." Il n'existe pas plus à ce jour d'exemple d'un processus réformiste d'édification du socialisme. Le Venezuela ne l'a à ce jour pas édifié. On pourrait certes citer Salvador Allende, bien qu'il ait été renversé par un coup d'Etat. Mais Allende, bien qu'il soit parvenu à la présidence par les urnes, n'était pas exactement un réformiste. En effet, il déclarait : « Je crois que nous avons utilisé les réformes qui ouvrent la voie à la révolution. Nous avons maintenant la prétention (et cela je vais le dire avec modestie) d'instaurer une voie différente et de prouver que l'on peut faire ces transformations profondes qui constituent la voie de la révolution. Nous avons dit que nous allons créer un gouvernement démocratique national, révolutionnaire et populaire qui mènerait au socialisme, car le socialisme ne s'impose pas par décrets. Toutes les mesures que nous avons prises sont des mesures qui conduisent à la révolution ». Aucun ministre de Syriza n'a rien dit de semblable, du moins à ce jour.

Est-il au moins possible d'humaniser le capitalisme, de relancer l'économie grecque, de convaincre les structures de l'UE d'adopter un modèle un peu plus social et un peu plus soutenable pour les peuples ? Ce serait une grave illusion que de se fixer un objectif pareil. Il n'est absolument pas possible d'humaniser le capitalisme, ni même d'en revenir à une sorte de « compromis des trente glorieuses », puisque les conditions qui le rendaient possible, à savoir une haute conjoncture sur une longue période, ne sont plus et ne reviendront pas. Le capitalisme contemporain est empêtré dans la crise systémique probablement la plus grave de son histoire, malade de sa financiarisation frauduleuse à outrance, englué dans une crise de surproduction catastrophique, sujet à des contradictions plus profondes que jamais. Tenter de l'assainir par quelques bricolages keynésiens est tout simplement vain. Espérer convaincre, ou contraindre, les élites en place à adopter une autre politique que le néolibéralisme est illusoire. Le rapport des forces aujourd'hui ne le permettrait pas. Et puis, la bourgeoisie ne peut faire quelques concessions limitées qu'en phase d'expansion. Ses crises, elle ne peut les résoudre autrement qu'en les faisant payer au peuples, ou par la guerre. Enfin, transformer l'UE de l'intérieur, démocratiser cette dictature néolibérale et technocratique, réformer cette structure verrouillée et irréformable, est clairement impossible.

Du reste, l'expérience gouvernementale de Syriza depuis deux mois laisse songeur et ne va pas sans susciter d'importantes inquiétudes et critiques au sein même de Syriza. Le parlement grec a certes pu, malgré les pressions des bureaucrates de l'UE, voter une loi pour faire face à l'urgence humanitaire et apporter un soutien indispensable aux plus démunis et à pris des mesures contre l'évasion fiscale, mais le gouvernement a dû dans le même temps s'engager, en échange de prêts européens sans lesquels les banques grecques et l'Etat grec se retrouveraient rapidement en cessation de paiement, à soumettre tous ses projets de réformes, dont le but est toujours l'excédant budgétaire, aux « trois institutions » (BCE, Commission européenne et FMI…le nouveau nom de l'ancienne troïka) et à n'entreprendre aucune démarche unilatérale. La Grèce a certes gagné le droit d'au moins choisir elle-même quelles réformes elle entend proposer à ses créanciers, mais Syriza a dû ajourner *sine die* pour le moment la plupart de ses promesses électorales. Les instances de l'UE ont fait preuve de toute l'arrogance impériale que l'on pouvait attendre de leur part, et ont clairement signifié qu'il n'y avait rien à négocier : aucune autre politique que le néolibéralisme et l'austérité n'est autorisée dans la zone euro. Par ses manœuvres dilatoires, par ses pressions diverses et variées, par des décisions qui consistent en véritables actes de guerre économique, les fameuses « institutions » n'ont que trop montré que leur but n'a jamais été de négocier, mais de faire plier la Grèce par la force, de l'étouffer économiquement et financièrement, de contraindre le nouveau gouvernement à mener la même politique que ses prédécesseurs.

Pour le moment, s'il y a bien une chose que les deux mois de gouvernement Syriza illustrent, c'est malheureusement la marge de manœuvre quasiment nulle dont dispose tout gouvernement de gauche radicale qui voudrait appliquer une politique réformiste au sein de l'UE en respectant les règles du jeu. Le gouvernement dit vouloir surtout gagner du temps. C'est certes louable, mais gagner du temps dans quel but ? Alexis Tsipras a encore une fois exprimé récemment qu'il était confiant dans l'issue des négociations avec les « institutions ». Mais il est clair que les technocrates bruxellois sont bien décidés à faire plier la Grèce par n'importe quel moyen, qu'ils ont l'avantage, et que si d'aventure on joue à un jeu où l'adversaire est également l'arbitre, on est sûr de perdre. Du reste, jusque là, c'est clairement les technocrates

néolibéraux qui sont gagnants au jeu de négociations. Ils ont déjà contraint le gouvernement grec à faire avaliser toutes ses réformes par la troïka renommée pour l'occasion, à ajourner la plupart de ses promesses électorales, à s'engager à rembourser une dette que tout le monde sait frauduleuse et impossible à rembourser, et à renoncer à revenir sur les privatisations, voire à en étudier de nouvelles. Des responsables gouvernementaux ont été obligés de reconnaître que les négociations ont été autrement plus dures que prévu et les interlocuteurs d'en face bien moins ouverts à la discussion qu'escompté. Il serait illusoire d'espérer gagner à un jeu où l'on est à l'évidence en train de perdre, et continuer ainsi pourrait même avoir un effet catastrophiquement démobilisateur. Ainsi que le dit Stathis Kouvelakis, professeur d'économie et membre du Comité central de Syriza : « Par ailleurs, l'argument du « temps gagné » relèvent en l'occurrence de l'illusion. Pendant ces quatre mois de supposé « répit », Syriza sera en réalité obligé de se mouvoir dans le cadre actuel, donc de le consolider en mettant en œuvre une bonne part de ce que la Troïka (relookée en « Institutions ») exige, et en « reportant » l'application des mesures-phares de son programme, celles qui lui auraient justement permis de « faire la différence » et de cimenter l'alliance sociale qui l'a porté au pouvoir. Ce « temps gagné » risque fort en effet de s'avérer comme du « temps perdu », qui déstabilisera la base de Syriza tout en permettant aux adversaires (notamment à l'extrême-droite) de regrouper leurs forces et de se présenter comme les seuls partisans d'une « vraie rupture avec le système ». Du reste, il ne semble pas que le gouvernement grec en aura la possibilité très longtemps de toute façon. A ce qu'il semble, les fameuses institutions auraient refusé le troisième plan de réformes proposé par Athènes, et basé essentiellement sur une hausse de l'imposition des hauts revenus et la lutte contre l'évasion fiscale. Les créanciers eux veulent à tout prix imposer au gouvernement grec un nouveau démantèlement des retraites et du droit du travail, ainsi qu'une hausse de la TVA, comme conditions sine qua non de la poursuite du plan d' « aide » européen : l'austérité ou rien. Deux options se dessinent donc à très brève échéance : la capitulation ou la rupture.

Inutile de dire à quel point une capitulation aurait un impact catastrophique. Si en revanche Syriza fait le choix de la rupture, ce que nous espérons, il ne sera en tout cas pas suffisant de seulement déchirer les traités européens, refuser de payer la dette illégitime, et en revenir à la drachme dans un cadre capitaliste. Cela ne suffirait pas, avec toutes les mesures keynésiennes que le gouvernement pourrait mettre en œuvre, à relancer l'économie grecque. Pour cela, une rupture beaucoup plus radicale avec l'ordre établi s'impose. Or une telle rupture porte un nom : il s'agit d'une révolution socialiste. Certes, c'est difficile et risqué dans le cas d'un petit pays à l'économie sinistrée qu'est la Grèce, mais il ne faut pas oublier que rester dans un cadre capitaliste, étant données les conditions actuelles, ne manquerait pas de faire tomber la Grèce à l'état de misère et de sous-développement des pays les moins développés. Et une révolution socialiste, seule notre tradition permet véritablement de la penser, et *a fortiori* la mettre en œuvre. Nous devons donc y rester fidèles, plutôt que de nous amuser avec des gadgets post-modernes comme l'Europe sociale ou un grand regroupement de toute la gauche au sein d'une même organisation.

Alexander Eniline

Elles étaient deux camarades du Parti du Travail ...

Hélène Bürki

Hélène Bürki nous a quitté, alors qu'elle était sur le chemin de ses 100 ans. Toute jeune, elle avait compris la nécessité de s'engager personnellement, aux côtés des Samaritains Ouvriers, pour venir en aide aux populations de l'Espagne républicaine, attaquée par l'armada fasciste franquiste. Avec son compagnon Ernest dit Totor, Hélène distribuait « sous le manteau » le journal communiste « l'Etincelle », bravant la police politique helvétique. Membre de la première heure du Parti du Travail, elle était de la section des Trois-Chênes, contribuant à son fonctionnement, distributions de tracts, récoltes de signatures et bien sûr a toujours participé à la réussite du stand de la section à la Kermesse populaire du parti.

Vérène Charpier

Vérène Charpier, avec son mari, notre cher camarade Jacques, ont tout d'abord été membres et conseillers municipaux de l'Entente Ouvrière de Meyrin. Adhérants du Parti du Travail, ils ont fortement contribué au développement de la section, déployant une activité débordante :distributions, réunions de la section, séances d'information, stands devant le centre commercial. Grâce à leur enthousiasme et à leur optimisme, la section de Meyrin avait son stand à la Kermesse populaire du parti. Vérène était très estimée dans la commune, en particulier parce qu'elle tenait une permanence pour le remplissage des déclarations d'impôt, rendant ainsi unimmense service aux travailleurs et aux gens modestes de la commune.

Elles étaient deux camarades du Parti du Travail, deux femmes remarquables, brillantes, militantes. Nous gardons d'elles un souvenir radieux.

René Ecuyer

Echec du blocus américain et la victoire du peuple cubain

Introduction

A la suite de mon voyage à Cuba où je me suis rendu dans la cadre de la solidarité internationale avec le peuple cubain, j'aimerais partager avec les lecteurs de l'Encre Rouge et les amis de Cuba mes impressions sur les effets du blocus économique, commercial et financier qui continue de frapper de plein fouet le peuple cubain depuis 53 ans.

Lors de mon bref séjour à La Havane, j'ai eu l'occasion de rencontrer les responsables de l'Institut Cubain d'Amitié avec les peuples (ICAP), chargés de relations d'amitié avec l'Amérique Latine et l'Europe, notamment la Suisse.
En outre, en ma qualité de porteur d'un message de notre Parti du Travail, Section Genève, j'ai eu le privilège de rencontrer les membres du Comité Central du Parti communiste cubain, en leur exprimant la solidarité du Parti avec la lutte de peuple cubain confronté au grand défi depuis la victoire de la révolution du peuple cubain en 1959.

Je tiens à souligner que notre franc et fraternel entretien, tant avec l'ICAP et les membres du Comité Central tourna autour de la reprise des relations diplomatiques annoncée publiquement le 17 décembre 2014, à Washington et à La Havane par les deux Présidents M. Obama et Raúl Castro.

D'une part, nous partagions la même conviction que ce tournant historique vient de confirmer l'échec cuisant de la politique du blocus qui s'est révélé anachronique, obsolète, caduque et sans fondement légal ni justification morale ; mais toujours appliquée depuis plus d'un demi-siècle

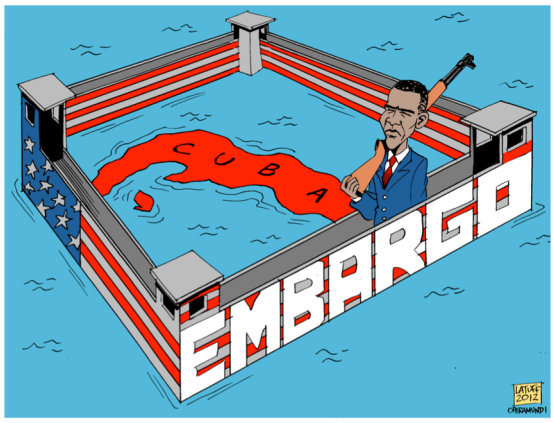
par les Etats-Unis contre la révolution cubaine.

D'autre part, un constat historique qui s'imposait devant nous, c'est la victoire de la lutte du peuple cubain, par ce que la révolution cubaine s'inscrit dans la marche irréversible de l'histoire.

Nos camarades cubains sont conscients que la normalisation des relations entre Etats Unis et Cuba, particulièrement la levée de sanctions économiques et la pression politique exercée par le puissant Lobby cubain « American National Fondation », sera un processus long, difficile et compliqué.

Ce processus de négociation engagé dans le contexte des rapports de forces entre l'Empire le plus puissant du monde et un petit pays comme Cuba, aujourd'hui plus que jamais exige de touts partis communistes une large mobilisation de soutien militant et la solidarité internationale avec le peuple cubain de tous les peuples aimant la paix et la liberté.
Pour le peuple, surtout pour la nouvelle génération de cubains née sous le blocus, les normalisations de relations entre l'Amérique et Cuba n'a pas réveillé de grand enthousiasme ni d'illusions. Ils disaient simplement que la levée du blocus pourrait leur permettre l'acquisition d'aliments et de médicaments sur le marché américain.

Finalement, j'ai visité l'Institut d'études José Martí dont le Président m'a transmis une invitation adressée au Parti du Travail, Section Genève et aux amis de Cuba à la Conférence Internationale intitulé: AVEC TOUS pour le BIEN de TOUS qui aura lieu au mois du janvier 2016 à La Havane.



II Tournant historique de normalisation entre les Etats-Unis et Cuba

Nous sommes conscients que la reprise de relations diplomatiques annoncée entre les deux pays, notamment la levée de l'embargo sera un processus difficile, controversé et combattu par les néoconservateurs et le puissant Lobby cubain «American National Fondation», ennemis farouches de la révolution cubaine.

Le 17 décembre 2014 le président des États-Unis, Barack Obama a reconnu publiquement que sa politique du blocus, connu pour embargo économique, commercial et financier, imposé par 12 Présidents du Gouvernement américain depuis plus de demi-siècle contre Cuba avait subi un échec et provoqué l'isolement complet de son pays.

Au même instant, Raul Castro, Président de la République socialiste de Cuba a répondu en ces termes: *"ces changements sont le résultat de presque un siècle et demi de lutte héroïque du peuple cubain et la fidélité à ses principes »* …Il a averti toutefois *:«il ne faut pas prétendre que Cuba renonce à ses idéaux d'indépendance et de justice sociale et ne cédera dans un seul de ses principes et ni un millimètre dans la*

défense de sa souveraineté ». 1) Journal Granma, 29 janvier 2015.

Lors de la célébration du IIIème sommet de Chefs d'État de Gouvernement de la communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) qui s'est tenu au Costa Rica en janvier 2015, le Président cubain a réaffirmé la position de Cuba: «*le «processus vers la normalisation de relations bilatérales ne sera pas possible tant que le blocus continue, tant que les Etats Unis ne rendent pas le territoire illégalement occupé par la Base Navale de Guantanamo; tant que les transmissions radiales continuent et, si il n'y a pas une juste compensation à notre peuple pour les dommages humains et économiques causés par l'embargo».2), Journal Granma, 30 janvier 2015.*

Il ressort de la position de Cuba que ce rapprochement diplomatique entre Cuba et États-Unis n'aurait pas de sens dans un contexte de guerre froide et qu'il serait inacceptable si Etats Unis persistent dans leur intention de restaurer le capitalisme à Cuba et agissent en violation de l'esprit et la lettre de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, signée le 18 avril 1961.

L'auteur de cet article, militant engagé de longue date avec la lutte du peuple cubain, soutient sa juste demande et plaide auprès du Gouvernement américain l'abrogation immédiate de l'arsenal juridique justifiant contre vent et marée le blocus économique, commercial et financier appliqué par 12 présidents américains et condamné par l'Assemblée Générale des Nations Unies depuis 1992.

Comment expliquer la normalisation de relations diplomatiques et de coopération dans des domaines d'intérêt commun, si le Gouvernement des Etats-Unis ne retire pas sans tarder Cuba de la Liste des Etats appuyant le terrorisme international?

Entre autres; nous soutenons la demande historique de Cuba, à savoir, la restitution de la base navale du Guantanamo, annexé par les Etats Unis en 1903 et exigeons également la fermeture des transmissions radiales et de TV José Martí, qui n'est pas entendue ni vue à Cuba, mais constitue une violation flagrante de la souveraineté nationale et les normes internationales.

Nous rendons responsable le gouvernement des États-Unis des actes illicites commis contre Cuba et eixgeons la conséquente réparation et indemnisation à titre de dommages et intérêts, y compris les pertes de vies humaines occasionnées par le blocus.

Quant à sa stratégie et son objectif politique, toute laisse à penser que l'Administration de Washington n'a pas renoncé à son intention de restaurer le capitalisme en Cuba et renverser le pouvoir populaire du peuple cubain.

Simplement en changeant de méthodes, mais pas d'objectifs, le Gouvernement américain exige la libre circulation de ses diplomates dans l'Etat accréditaire (Cuba) et le contact avec la société cubaine en vue de promouvoir une opposition artificielle par les moyens économiques et financiers pour renverser le Gouvernement cubain.

Il s'agit d'une grave ingérence dans les affaires intérieures de Cuba.

III. **Historique du blocus économique, commercial et financier**

Pour comprendre mieux la nature politique et juridique de l'embargo, il convient de rappeler l'historique de sa mise en œuvre durant 53 ans.

A la suite de la prise du pouvoir par le Commandant Fidel Castro et ses compagnons, le Gouvernement américain organisa une Brigade – ou milice – composée d'exilés anticastristes, financée par la CIA et destinée à renverser le Gouvernement révolutionnaire. Cette milice a débarqué dans la Baie des Cochons le 17 avril 1961 pour y subir une déroute humiliante.

Plus de 53 ans plus tard, les survivants, les vieux exilés cubains, opposants et nostalgiques se sentent trahis par le Président Obama et se sont regroupés devant la café Versailles dans le quartier de Miami qui est devenu « The Little Havana», à l'annonce de la nouvelle.

Après la rupture de ses relations diplomatiques avec La Havane le 3 janvier 1961, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, par une proclamation présidentielle No 3447 du 6 février 1962, a unilatéralement décidé de décréter le blocus, bien connu comme embargo économique, commercial et financier contre la République de Cuba.
Depuis, les administrations successives de 12 présidents des États-Unis d'Amérique se sont efforcées dans leur volonté implacable de renforcer de plus en plus l'éteau du blocus contre un petit pays et un membre des Nations Unies, avec la claire intention de faire capituler par la famine 11 millions de Cubains et de détruire l'expérience du modèle socialiste à Cuba, située seulement à 90 milles de l'empire le plus puissant.

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois
Paraît 10 fois par an
Rédaction, administration
25 Rue du Vieux-Billard
Case Postale 16
1211 Genève 8
pdt-ge@bluewin.ch
www.pdt-de.org
022 321 79 58
ccp : 12-8747-5
mention : encre rouge
Editeur responsable :
Alexander Eniline
Maquette :
Alexander Eniline
Responsable expédition :
Sébastien Ecuyer
Ont collaboré à ce numéro :
Alexander Eniline, Annick Ecuyer, Hélène Ecuyer, René Ecuyer, Lazaro Pary, Yves Zehfus
Délai de remise des textes :
20 avril 2015
Tarif abonnements :
1 an : 20,-
Soutien : 40,-
Donateur : 60 :-

Les Gouvernements de Washington ont maintenu et renforcé tout un mécanisme complexe de régulations anti cubaines, telles que Cuban Assets Contrôle Regulations du 8 juillet 1963 qui interdit le commerce avec Cuba; la loi sur le commerce avec l'ennemi de 1917 (Trading with the Enemy Act) ; la loi d'Ajustement cubain approuvée en 1966, la loi de la démocratie cubaine du 23 octobre 1992 (Cuban Democracy Act).

Le blocus reconnu comme une grave violation des droits de l'homme du peuple cubain et une violation des Pactes internationaux, atteint son niveau le plus infâme avec la promulgation de deux Lois, celle de Torricelli et de Helms-Burton.

En promulguant ces deux lois de caractère extraterritorial et des dispositions législatives, le Gouvernement américain prétendait intensifier la guerre économique en violation des normes de droit international et condamnée par la communauté des Nations.
En date du 6 mars 1996, le Congrès nord-américain a promulgué dans sa totalité, la sinistre Loi "Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act", mieux connue comme la Loi Helms-Burton.

Le Chapitre III de la loi Helms-Burton s'est révélé le plus redoutable et controversés. Par sa nature et ses portées extraterritoriales, ce chapitre a provoqué la réaction défavorable des pays qui maintiennent des relations d'amitié et de coopération avec Cuba et le rejet unanime par la communauté internationale. Parce que cette disposition insolite représente un exemple paradigmatique d'extraterritorialité et d'une ingérence dans les sphères de la procédure traditionnellement réservées à chaque État.

Comme conséquence de la politique néfaste du blocus, le peuple cubain a dû souffrir de la faim, des privations et des maladies, survivre et résister dans des conditions absolument injustes. Parce que le Gouvernement des États-Unis s'est refusé à vendre à Cuba des aliments et des médicaments indispensables et d'ouvrir son marché pour l'acquisition des instruments de travail pour la production des biens et des services.

Le processus de normalisation des relations entre deux pays nous demande plus que jamais la solidarité internationale de tous les militants et la mobilisation et l'action résolue de tous les peuples solidaires avec la révolution cubaine.
1) Journal Granma, 29 janvier 2015.
2), Journal Granma, 30 janvier 2015.

Le 16 mars 2015

Lázaro Pary

Abonnez-vous !

Je souscris l'abonnement suivant :

☐ Annuel : 20,-
☐ Soutien : 40,-
☐ Donateur : 60,-

Nom :_____

Prénom :_____

Adresse :_____

_____

NPA :_____

Localité :_____

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211 Genève 8
Ou à pdt-ge@bluewin.ch